

ÉDITO



Hervé Saze - *secrétaire de section*

L'avenir ...

Sécheresse... pauvreté... guerre... racisme... jeunesse malmenée... pouvoir d'achat... femmes menacées... retraités oubliés... idéaux fascisants... salariés méprisés...

Ce matin-là, tous ces mots sont présents dans ma tête. Dans quelle société vivons-nous ?

Et puis au milieu de ce jardin, en souffrance d'eau, je vois une fleur... Et me vient cette idée, qu'elle serait peut-être l'avenir de mon jardin, au milieu de cette herbe desséchée. Que cette fleur était peut être capable de me faire comprendre que mon jardin pouvait survivre et évoluer et que surtout je ne devais pas renoncer devant les difficultés.

C'est ce que nous voulons, que notre journal soit pour vous un signe d'espoir et de non-résignation, nous devons continuer à croire en une société plus égalitaire et plus juste.

Cela demande des efforts mais nous pouvons et devons le faire !

La barre est haute, très haute mais elle n'est pas infranchissable, pour peu qu'on s'y attelle avec détermination.

Et le premier rendez-vous, c'est le 9 juin, pour les élections européennes.

Ce numéro est dédié à nos deux Camarades récemment disparus, Jacqueline Pugnet et Gérard Mandrau. Tous deux nous manquent terriblement...

Où va notre santé ?



Alors que la population ne cesse de s'accroître dans notre département, plus 70 % depuis 1970 et qu'aujourd'hui 26 % de cette population a plus de 65 ans, l'INSEE annonce pour 2050 que 33 % de la population aura + de 65 ans.

Dans le même temps, l'offre des soins régresse sur l'ensemble du département et le coût de ces soins ne cesse de croître. Aujourd'hui, dans le département, elle est assurée à 60 % par le secteur privé, avec tous les dépassements d'honoraires que cela comporte et les mesures restrictives de fermetures des urgences de nuit à Médipôle, Saint Pierre, Céret parce que non rentables.

C'est seulement 40 % des soins qui sont pratiqués par le service public dans notre département à l'inverse de la situation nationale.

54 000 personnes dans les P-0. n'ont pas de médecin traitant, soit 11 % de la population.

L'autre donnée qui doit nous inquiéter, est que 44 % des médecins généralistes du département ont 60 ans ou plus. Quand on sait que chaque année peu de médecins généralistes

entrent sur le marché du travail, la population de notre département a de quoi s'interroger sur l'avenir de ses soins.

Que penser de la qualité des soins prodigués par les médecins généralistes quand ceux-ci ont une patientèle qui varie entre 2 500 et 3 000 personnes

Les personnes âgées représentent la majorité de leurs patients, souvent avec des pathologies lourdes.

Face à une population vieillissante, le département doit faire face à un manque de places dans les Ehpad. Nous avons le taux d'équipements le plus faible d'Occitanie.

Face à cette offre de soins insuffisante, la section du PCF Aspres-Têt appelle l'ensemble de la population à se mobiliser, à construire des collectifs citoyens pour défendre notre santé et notre protection sociale.

Parlons d'eau !

Rencontre avec deux couples qui promènent leurs enfants en poussettes dans le domaine Popiac, nouveau lotissement de Corbère-Les-Cabanes.

Ils ont accepté de répondre à des questions de « L'Avenir communiste », sous couvert d'anonymat.

Après présentation du journal, qui n'avait pas l'air de les gêner, j'ai pu comprendre qu'un des petits-enfants avait un grand-père communiste...

AC : Pourquoi habiter à Corbère-Les-Cabanes ?

- Nouvellement arrivés dans le département, nous cherchions à acheter une construction neuve à prix accessible, dans un petit village.

AC : Aviez-vous eu connaissance de la situation de sécheresse du département ?

- À vrai dire on l'a découvert l'année passée, depuis on se tient informés de tout ce qui paraît à ce sujet. D'ailleurs on souhaite avoir des infos de la commune, on est conscients que le sujet est compliqué pour des élus de terrain mais de temps à autres des infos locales seraient les bienvenues, comme une marque d'attention envers les habitants...

À ce moment une des mamans me renvoie au journal d'information du Département de février 2024 qu'elle est allée chercher chez elle.

- Comment le plan du département en faveur de la sobriété de l'eau se décline sur le village ? Le plan prévoit des aides, l'appel à projet démarre en avril 2024. La mairie a-t-elle fait un dossier ? demande-t-elle.

- Elle poursuit : pourquoi ne pas inviter au niveau de la mairie le vice-président en charge de l'eau ? Si le problème de l'eau est un enjeu collectif on peut dire à cet élu de venir au contact de la population locale !

AC : Je ne suis pas représentant de la mairie, mais les questions seront remontées au maire.

La discussion se poursuit, à bâtons rompus : les fuites d'eau comment y remédier ? L'entretien et la gestion des canaux, qui en a la charge ? Le barrage de Vinça, quelle utilisation ? Les eaux usées, comment les réutiliser ?

À travers ces questions on perçoit l'inquiétude de ces nouveaux habitants. Je me suis engagé à ce que les points soulevés pendant l'entretien trouvent des réponses ou des précisions dans le journal que nous ne manquerons pas d'aller distribuer au domaine Popiac dès sa parution !

Popiac le 11 avril 2024

« L'eau est un bien public essentiel, une ressource qui doit être utilisée et préservée par une approche sociale et responsable. »

Un bien commun

Depuis plusieurs années, les Pyrénées-Orientales sont confrontées à des températures moyennes plus élevées et des précipitations plus faibles.

Sept territoires catalans sont particulièrement touchés : la côte, la plaine orientale, les Albères, les Corbières, les Fenouillèdes, les Aspres et le Vallespir. En 2023, ce fut l'année la plus sèche à Perpignan depuis l'ouverture de la station météorologique il y a 100 ans, avec seulement 245 mm de précipitations. Ces chiffres sont bien en deçà de la moyenne française de 900 à 1 000 mm. Le total des précipitations des deux dernières années, 2022/2023, n'est que de 550 mm, entraînant une pénurie d'eau récurrente dans les nappes phréatiques et une sécheresse dans les sols et les rivières. L'augmentation annuelle de la température aggrave encore la sécheresse en raison des faibles précipitations.

Des températures de plus en plus élevées

Lorsque les étés sont chauds, avec plus de 37°C ou même 40°C, les températures automnales et hivernales sont anormalement élevées, surtout dans la plaine. Les jours en dessous de 20°C deviennent de plus en plus rares. Le 13 novembre dernier, la température à Céret a atteint 28,5°C. Le mercredi 18 octobre, un nouveau record de température a été établi à Perpignan. La température a dépassé les 30°C. Quelque chose qui n'avait jamais été vu à cette période de l'année au 21^e siècle. À des altitudes plus élevées, la limite de zéro degré tend à augmenter, même en hiver. Par conséquent, il faut monter de plus en plus haut pour trouver de la neige, et elle fond plus rapidement car il fait de moins en moins froid à des altitudes plus élevées.

De moins en moins froid

Dans un département agricole où la culture des fruits et du vin domine, les inquiétudes grandissent. Le lac de Villeneuve-de-la-Raho est le symbole de cette sécheresse. Le lac est aux deux tiers vide. « Il manque 12 millions de mètres cubes pour le remplir. C'est énorme. Nous devons changer notre façon de penser en ce qui concerne le tourisme, l'agriculture et surtout la conservation de chaque goutte d'eau avec une gestion très stricte des barrages », déclare Nicolas Garcia, vice-président du conseil départemental des Pyrénées-Orientales en charge des questions de l'eau.

Il poursuit : « nous nous préparons à un été difficile ... Si nous n'avons pas un printemps pluvieux, nous nous dirigeons vers des restrictions encore plus strictes que l'été dernier. ... Actuellement, nous aurions besoin de deux semaines de pluie pour remplir le lac de Vinça. »

Il n'a donc pas été surprenant que le comité de sécheresse décide le lundi 29 janvier 2024 de prolonger les restrictions de consommation d'eau déjà en cours. La préfecture a dévoilé les principaux domaines sur lesquels elle vise à agir dans les mois à venir pour faire face à la sécheresse. Ces mesures ont été discutées au sein d'un comité de politique publique de l'eau réunissant des représentants de secteurs fortement touchés tels que le tourisme, l'agriculture, la construction, ainsi que des experts, des associations et des services gouvernementaux.

Le secrétaire général de la préfecture, Johann Marcon, a présenté après les discussions le plan d'action que les services gouvernementaux souhaitent mettre en œuvre rapidement pour mieux lutter contre les effets de la sécheresse.

La privatisation de l'approvisionnement en eau et sa délégation à Veolia sont vivement critiquées.

Un projet de grande envergure visant à pomper 500 litres d'eau par seconde pour maintenir en permanence la rivière Têt et ses canaux a été proposé. Une solution pour dériver l'eau de l'usine de traitement des eaux usées de Perpignan, située à 35 kilomètres en amont de son cours actuel.

Chaque année, environ dix millions de mètres cubes d'eau y sont traités et rejetés dans la Têt, en aval de la ville, d'où elle atteint rapidement la mer.

L'objectif : pomper de l'eau à travers un tuyau pour soutenir le débit de la rivière. « Cette eau sécuriserait le débit de la rivière. Nous pourrions maintenir le même débit le long de toute la Têt. Tous les canaux pourraient continuer à prélever ce qui leur est dû », explique Robert Vila, président de l'Agglomération. Le projet coûterait 50 millions d'euros. Il vient d'être transmis aux autorités étatiques. Une réponse rapide est attendue, pour réaliser le projet avant l'été 2025.

Les mesures annoncées sont les suivantes :

1. Prélèvements préventifs dans les réservoirs : un projet de réservoirs d'irrigation sera approuvé et les cas de prélèvements inférieurs à 60 000 mètres cubes seront examinés dans les six mois.
2. Régulation des forages non déclarés : Des mesures seront prises pour surveiller et réguler les forages agricoles non déclarés.
3. Recharge artificielle des nappes phréatiques : un protocole sera développé pour stocker l'eau des précipitations, des barrages et de la fonte des neiges afin de recharger les nappes phréatiques.
4. Mise en place d'un « observatoire de l'eau » : d'ici l'été 2024, une meilleure compréhension de l'état des ressources en eau sera atteinte afin de prendre des décisions éclairées.



D'autres mesures comprennent la création de dispositifs de protection obligatoires pour les piscines, un renforcement des contrôles des plans d'économie d'eau dans différents secteurs ainsi que des mesures pour réduire les fuites dans les réseaux d'eau et réutiliser les eaux usées. De plus, les décisions d'aménagement urbain seront adaptées à la situation actuelle de l'eau.

À l'avenir, nous devrions plaider davantage en faveur de contrôles de la consommation d'eau privée, notamment pour :

- les piscines privées
- les installations sportives telles que les terrains de golf, les canons à neige dans les sports d'hiver
- l'arrosage du jardin avec de l'eau potable. En outre, plus de 60 millions de litres d'eau douce pourraient être économisés si les voitures étaient exclusivement lavées avec de l'eau non potable.

ÉLECTIONS EUROPÉENNES 9 JUIN 2024

**REPRENONS
LA MAIN** EN FRANCE
ET EN EUROPE



**LÉON DEFFONTAINES
AVEC FABIEN ROUSSEL**



**Un nouveau
rassemblement à gauche**

Forces de gauche, travailleurs
et travailleuses, ensemble reprenons
la main en France et en Europe face
aux puissances de l'argent !



Joues de porc au Rancio

Pour 4 personnes :
- 4 joues de porc, 1
oignon, 1 c à s de
concentré de tomates,
100 g de lardons, ½
litre de Rancio ou de
Banyuls.

Dans un faitout, bien
colorer les joues sur
chaque face. Réserver.
Faire roussir l'oignon
émincé avec les
lardons dans le faitout,

rajouter le concentré
de tomates, et le
Rancio.

Bien remuer, et
replacer les joues en
les couvrant avec de
l'eau.

Porter à ébullition et
remettre à feu doux
pendant 2h30 en
remuant de temps en
temps.

Bon profit !



Un 1^{er} mai combatif !

Le 1^{er} mai est pour l'ensemble des tra-
vailleurs et travailleuses une journée de
Fête, seul jour chômé en France. C'est
l'occasion de se rassembler et de mani-
fester pour l'ensemble de nos revendica-
tions, dans un tournant du quinquen-
nat de Macron : plan d'austérité, énième
réforme de l'assurance chômage, loi de
casse de la Fonction Publique, nouvelle
loi travail... les attaques contre les sala-
riés sont terribles.

Ce 1^{er} mai 2024 sera particulier, dans un
contexte international marqué par le gé-
nocide du peuple palestinien à Gaza, et
les menaces russes. La section Aspres-têt
du PCF66 réaffirme son engagement

pour une paix juste et durable dans le
cadre du droit international, qui ne peut
se faire aux conditions de l'agresseur.

À quelques semaines des élections euro-
péennes, la tenue le 1^{er} mai d'un mee-
ting du RN à Perpignan, avec la venue de
Marine Le Pen et de Jordan Bardela, est
une véritable provocation.

La section Aspres-têt du PCF66 appelle
les travailleuses et travailleurs, les
jeunes, les étudiant-es et les retraité-es,
à manifester en territoire ainsi qu'à 11h,
à Perpignan, contre l'austérité, pour
l'emploi, les salaires, les services publics,
la protection sociale, les libertés et la
paix juste et durable dans le monde.

Pouvoir d'achat et élections européennes

Dans notre département, l'un des plus pauvres de France, la question du pouvoir d'achat est primordiale.

Pour faire face à une pauvreté de plus en plus présente et permettre
aux salariés et retraités de vivre dignement, la liste conduite par Léon
Deffontaines « *La Gauche Unie* » est force de propositions.

En voici quelques-unes :

- une augmentation générale des salaires et des pensions retraites
- l'indexation des salaires sur l'inflation
- une véritable égalité salariale femmes/hommes
- une baisse des factures d'énergie : baisse de la TVA sur les carburants-
baisse du prix de l'électricité et du gaz,
- une autre utilisation de l'argent de la Banque Centrale Européenne
pour favoriser l'emploi et la formation
- le développement des services publics : éducation, santé, transports,
pour en faire bénéficier au plus grand nombre et dans les meilleures
conditions possibles
- une industrialisation sociale et écologique : cela doit devenir une
priorité dans notre département et dire stop au « *tout tourisme* »
(golf, hôtels haut de gamme...)

- dispositif zéro jeune au chômage
- un "revenu" pour les étudiants, trop souvent dans la misère !

Le programme de la liste menée par le PCF, c'est aussi :

Agir pour la paix dans le monde et sur les questions de l'environne-
ment, en s'appuyant sur un objectif prioritaire : l'égalité partout et pour
tous.

À noter que dans notre département, le PCF 66 a une candidate, sur
cette liste, en la personne d'Edith Pugnet, maire de Cabestany. Par
son engagement au service de toutes et tous dans sa commune, elle
montre au quotidien combien cette élection impacte la vie de chacune
et chacun !

Alors le 9 juin, votons Léon Deffontaines !

Le programme complet est accessible sur le site : www.pcf.fr/